

## Pèlerinage Littéraire de Médan – 4 octobre 2015

### Discours de Madame Christiane Taubira, Garde des Sceaux, ministre de la Justice

« À partir de ce soir, je tiens à la République qui m’inspire un respect, une tendresse que je ne connaissais pas. Je déclare le mot justice, le plus beau de la langue des hommes, et il faut pleurer si les hommes ne le comprennent plus ».

Ces propos sont de Jules Renard. Ils datent de février 1898. Ils témoignent de son indignation face à la condamnation d’Émile Zola pour diffamation envers l’armée, à la suite de la publication de l’incomparable *J’Accuse... !* dans *L’Aurore* de Georges Clemenceau.

Je ne reviendrai pas sur l’épisode, sur le feuilleton judiciaire, c’est un feuilleton que chacune, chacun d’entre vous connaît par le menu, ni même d’ailleurs sur les audaces tactiques de Zola, pour transformer ces procès en tribune.

Et à vrai dire, aujourd’hui, je vous avouerai, je suis plutôt d’humeur magnanime et je vais passer, peut-être un peu rapidement, sur la misogynie de Jules Renard. Simplement, parce que la magnanimité est facile lorsque que l’on peut constater que les préjugés ont été vaincus, encore que. Je lui passe volontiers, aujourd’hui, ce défaut considérable et les quelques horreurs qu’il a écrites sur les femmes dans son journal, mais il avait quand même quelques talents littéraires. Certainement que ce n’est pas de lui que nous aurions reçu témoignage de l’admirable pugnacité, du courage, de la finesse méthodique de Lucie Dreyfus, ni davantage, d’ailleurs, de la personnalité originale et attachante d’Alexandrine Zola, de son parcours singulier, de sa force de caractère, ni non plus de Jeanne, la mère de ses enfants.

Mais néanmoins, dans ces deux phrases de Jules Renard, il y a des choses essentielles, dites en quelques mots.

Comment ne pas pleurer ?

Comment ne pas pleurer, en effet, lorsque la justice est écrasée par l’intolérance, le mensonge éhonté, la raison d’État arbitraire qui n’a d’ailleurs jamais de bonnes raisons lorsqu’elle se soustrait au contrôle démocratique et qu’elle se dissimule derrière les institutions et les juridictions d’exception ?

Comment ne pas pleurer devant le triomphe de passions destructrices, violentes, et surtout de cette vigueur de l’antisémitisme, de la haine de l’autre, de cette vigueur terriblement dévastatrice ?

Comment reconnaître le peuple dans cette foule haineuse massée devant le Palais de Justice, et qui invective avec rage et jouissance ?

Nous connaissons, aujourd’hui encore, cette étrange exaltation pour les *passions tristes* que définit Spinoza : la colère, le déchaînement, la jalousie, la convoitise, le sectarisme, le fanatisme.

Comment ne pas pleurer ? Comment ne pas pleurer devant ce poison de la haine, inoculé dans des esprits faibles et furieux, en même temps qu'il glisse dans les veines de la République ?

Comment ne pas pleurer ? Cette interrogation a fait écho à une lettre qu'Émile Zola a écrit à Henri Brisson, président du Conseil, que Zola lui-même décrit comme incarnant la vertu républicaine. Il lui reproche d'être tombé dans la monstrueuse affaire. « C'est à pleurer, dit Zola, sur ce pays décimé, jonché de ceux que nous pensions être sa force et sa probité ».

Mais l'homme n'est pas seul. L'homme Zola n'est pas seul. Lorsqu'il écrit à son épouse Alexandrine, depuis son exil anglais, il est bouleversant de doutes, pris lui-même à la gorge par des interrogations intimes et taraudantes sur l'intérêt et le sens de son combat. Il avoue dans des lettres : « Je t'embrasse de tout mon pauvre cœur ulcéré, malade de ne plus savoir que faire. » Il avoue en fait, il reconnaît des fragilités inattendues. Il s'incline devant sa dépendance affective. « De toute mon âme, je t'embrasse pour me donner du courage ». Mais c'est le privilège des forts et des lucides, que de savoir lorsqu'ils sont ébranlés. Et Zola pressent, sans doute, la dureté des combats à venir pour imposer l'évidence de l'innocence du capitaine Dreyfus.

Il promet de ne pas rentrer en France, tant que des stigmates hideux de haine vont continuer à défigurer le visage de la France. Il promet de ne pas revenir, tant que Dreyfus n'est pas acquitté. Il avoue le chagrin qu'il éprouve à la perspective de ne pas retrouver la maison de Médan. Mais il tient bon. Il tient bon, sans doute animé par cette ardente passion pour la littérature, pour de grands auteurs, pour l'émulation que lui procure cette admiration de Balzac, de Stendhal, de Flaubert. D'ailleurs, au moment où il découvre l'énormité de l'Affaire et qu'il décide de s'engager et de descendre dans l'arène pour en découdre et pour faire triompher la vérité sur Dreyfus, à cette même période, il participe à l'instauration des dîners Balzac. Les dîners Balzac sont conçus comme une occasion de permettre à des écrivains de se rencontrer. Zola sera minoritaire en tant que dreyfusard parce que, la compagnie, c'est les Daudet, par exemple, Alphonse et Léon, père et fils, Maurice Barrès, c'est vous dire. Anatole France aussi qui, d'ailleurs, bientôt sera un soutien explicite au combat de Zola et à la cause de Dreyfus.

Zola sait que la partie sera âpre. Effectivement, elle est âpre, parce qu'elle se jouera contre un adversaire coriace, moins rationnel, moins structuré que les puissants qui décident, moins organisé, moins calculateur, mais tellement plus influent sur la pusillanimité, même la vilenie des autorités du pouvoir politique, moins organisé que les institutions, plus volatil, mais tellement plus présent. Parce que cet adversaire, c'est l'opinion publique. L'opinion publique, dont Molière disait en son temps que c'est la *barbarie des stupides*.

Cette opinion publique, Émile Zola choisit de l'éclairer, de la convaincre, de l'arracher à l'ignorance, aux préjugés. Et pour convaincre l'opinion publique, il choisit ses armes les meilleures : les mots. Mais ces mots, il les veut aussi sur le papier, là où ils vont circuler davantage, vibrer plus fort sur le journal, le journal dont Victor Hugo disait que c'est *le phare éclairant l'humanité*.

La grande loi de la liberté de la presse, et plus généralement de la liberté d'expression, n'a même pas vingt ans, mais il y a déjà, en France, des journaux écrits qui ont une vie longue et bouillonnante, et il y en a d'autres qui ont la vitalité et l'intrépidité de leur jeune âge. C'est le cas de *L'Aurore*. Cette bataille pour l'opinion publique est rude. Zola a beaucoup à faire, d'autres aussi, Bernard Lazare également. Elle est rude parce qu'elle a déjà commencé, même sans dire son nom. Elle a commencé avec la publication du fac-similé du fameux bordereau. Et c'est une période de trouble, d'incertitude. Cette opinion publique est profondément divisée et elle fait une confiance considérable à son armée, l'armée qui la protège, qui la rassure. L'institution est profondément réconfortante. L'armée du peuple, l'uniforme qui efface les appartenances sociales, l'armée qui semble un pilier au milieu des scandales financiers, de l'incurie du régime parlementaire. Comment demander à l'opinion publique de faire la part de l'institution et la part des hommes ? Comment lui demander de discerner, derrière l'uniforme, la félonie ou l'indignité de ceux qui, ayant recours à des prétextes inacceptables autant les uns que les autres, la raison d'état au prix de l'honneur d'un homme, de la vie d'un homme, de la réputation de sa famille, ou encore des calculs de carrière tout simplement, ou pire, ceux qui sont imbibés de l'antisémitisme ? Comment demander à l'opinion publique de faire la part entre l'institution et ces hommes-là, qui vont déshonorer l'institution par le mensonge et la forfaiture ?

Mais comme souvent, l'institution verra son honneur rescapé par l'un des siens. Et c'est ce que fait le colonel Georges Picquart, qui – au titre de ses responsabilités comme responsable du service d'espionnage militaire qu'on appelait le *service statistique*, les euphémismes sont élégants – a découvert la preuve de l'innocence de Dreyfus, et, malgré toutes les pressions, refuse d'ignorer cette preuve.

Il fallait avoir le cœur bien haut placé pour affronter ces pressions, ces menaces, ces arguments de dissuasion, leurs conséquences et l'opprobre. *Il fallait avoir le cœur bien haut placé*. L'expression est du vice-président du Sénat, Arthur Scheurer-Kestner. Il avait lui-même le cœur haut placé. Il figurait l'honneur parlementaire, quand Picquart figurait l'honneur militaire. La complexité et la diversité des personnages, des caractères, des mobiles, de ceux qui interviennent dans cette tragédie, cette complexité témoigne des tensions de l'époque.

Mais ces personnages sont tels, et certains d'entre eux ont une telle densité, qu'ils vont susciter des portraits multiples, qui vont s'enrichir le temps passant. Il en est ainsi sous la plume de Marcel Proust, sous celle d'Émile Zola lui-même, dont la belle monographie érudite écrite par Jean-Denis Bredin et concernant Lucie Dreyfus, cette extraordinaire biographie, effectivement, de Lucie Dreyfus.

Pour ce qui concerne le colonel Georges Picquart, Christian Vigouroux nous fait l'amitié d'être dans l'assistance aujourd'hui. Il a dressé un portrait de Georges Picquart. Il le définit comme un homme attaché à la justice de l'exactitude. Étonnant, cet officier, qui s'obstine si longtemps à être loyal envers sa hiérarchie et envers l'ordre, l'ordre militaire, l'ordre judiciaire, l'ordre politique, jusqu'à ce qu'il se retrouve obligé, obligé, contraint pour ne pas trahir sa conscience – et quelles que soient les arrière-pensées qu'on ait pu lui prêter –, contraint à la désobéissance. Et là encore, Christian Vigouroux nous le définit comme un haut fonctionnaire qui a dit *non*, là où les Papon auraient dit *oui*.

Quels enseignements pouvons-nous tirer de cette tragédie qui n'est pas encore achevée à ce moment-là ? Quels enseignements pouvons-nous tirer des injonctions, des interpellations d'Émile Zola ? Émile Zola. Pour ma part, j'éprouve une tendresse infinie pour Émile Zola, et depuis mon adolescence, l'éblouissement que j'ai éprouvé à lire *Thérèse Raquin* – d'abord parce que c'est le premier que j'ai lu – et ensuite le cycle des *Rougon-Macquart*, puis, *L'Assommoir* (adolescent, ça vous bouscule quelque peu), *Thérèse Raquin* (d'ailleurs aussi bien roman qu'en théâtre), et puis, bien entendu, *Germinal* (quelle découverte du monde, quel univers *Germinal* !), cet éblouissement ne s'est jamais atténué.

Mais je veux retenir aujourd'hui, ou en tout cas, interroger aujourd'hui les enseignements que nous devons tirer de ces combats menés par Zola, de cette capacité qu'il a eue à mobiliser d'autres esprits et d'autres énergies, au point que cette tragédie, mais plus encore cette galerie de femmes et d'hommes pris dans la tourmente de leur temps et qui – chacune, chacun, avec son tempérament et son caractère singulier – s'attache à conserver le regard clair, rivé sur la vérité et sur la justice. C'était une époque où certains étaient capables d'accepter tous les risques sur leur réputation, sur leur liberté, sur leur vie. C'était une époque où l'attachement à la vérité et à la justice était si intense pour certains grands esprits, y compris chez des personnes modestes, que tous les risques inhérents en étaient assumés.

Et tandis qu'Émile Zola accuse, qu'il interpelle le Président de la République – Félix Faure d'abord, Émile Loubet après – qu'il affronte l'opinion publique. Tandis que Jean Jaurès harangue les ouvriers pour les conduire à percevoir chez Dreyfus, au-delà de la classe sociale, au-delà de l'appartenance sociale, une

humanité bafouée, et par conséquent, une offense et une injustice infligées à tous, y compris à ces ouvriers.

Tandis que Jaurès essaie à l'Assemblée nationale de secouer les parlementaires en leur disant que se résigner à cette injustice, c'est en fait consentir à la stupeur de l'Histoire, au scandale de la conscience, à la honte de la raison.

Tandis que Zola, encore, riposte à ses étudiants nationalistes excités, qui menacent et harcèlent le vieux sénateur Scheurer-Kestner, et que Zola les interpelle à travers cette lettre à la jeunesse, pour leur rappeler que les passions de la jeunesse sont naturellement tournées vers l'humanité, vers la vérité, vers la justice.

Tandis qu'Alfred Dreyfus lui-même, loin, si loin, seul, si seul, mais tenu par la volonté farouche de laver son honneur, s'accroche à la vie et aux lettres de Lucie.

Tandis qu'ils se battent ainsi, sans ménager leurs efforts, arrive enfin une première victoire, la grâce présidentielle.

Cette grâce présidentielle est une victoire et une défaite pour les faussaires de l'armée qui ont manœuvré comme une armée de faussaires.

Mais là encore, c'est Émile Zola qui aura les mots qu'il faut, des mots qu'il va ciseler. La grâce présidentielle ne suffit pas. Il faut que l'innocence de Dreyfus soit hautement reconnue, non pas pour sauver Dreyfus, dit Zola, mais pour sauver la France du désastre moral dans lequel elle a failli se perdre. Et ce sera chose faite, encore quelques années, après la mort de Zola, par la décision de la Cour de cassation. C'est en effet à la justice qu'il revenait de reconnaître l'erreur judiciaire et de restituer son honneur au capitaine.

Ainsi, ce combat pour Dreyfus s'inscrit dans la longue et belle lignée de ces actes de bravoure qui ont façonné notre idéal républicain, qui ont permis la conquête de nos libertés. Et dans cette longue et belle lignée, bien entendu, nous pensons à la voix tonitruante de Voltaire, au combat de Voltaire pour la réhabilitation de Jean Calas, injustement accusé du meurtre de son fils, par des faussaires cléricaux cette fois. Nous pensons au combat de Voltaire, toujours, deux ans après, en 1765, pour réhabiliter le jeune, très jeune chevalier de La Barre, 19 ans. Le chevalier de La Barre accusé injustement d'avoir mutilé un crucifix et condamné par la Cour du parlement de Paris à être décapité, puis brûlé. J'ai dit injustement accusé ? Et quand bien même. Et quand bien même, il avait abîmé ou mutilé un objet inerte, fut-il sacré, de quelque religion que ce soit, à quelle aune pèse-t-on la vie humaine ?

Nous savons ce que ces combats ont permis pour la conquête de nos libertés, nos libertés de conscience, d'expression, d'opinion, de croyance, de blasphème, d'apostasie, nos libertés individuelles.

Nous savons ce que les combats de Voltaire ont apporté en inspiration à la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Nous savons aussi ce que d'autres grandes et belles figures ont apporté à la conquête de nos libertés. Je pense à la grande et belle Olympe de Gouges – en ce temps et avec cette clairvoyance où la lutte pour la liberté des esclaves rejoignait la lutte pour l'égalité des femmes – et à d'autres grandes belles figures, soucieuses de l'autre, soucieuses de ne pas composer sur les libertés individuelles, valables pour tous. Je pense à Victor Schœlcher, à Lamartine, à Arago, à tous ces grands et beaux esprits, mais aussi aux citoyens ordinaires qui s'organisent, qui se mobilisent, qui signent des pétitions, qui interpellent leurs parlementaires.

Nous savons ce que nous devons à tous ces combats, pour nos libertés aujourd'hui.

Anatole France, dans son éloge funèbre à Émile Zola, définit Émile Zola comme *un moment de la conscience humaine*.

Quels enseignements, quelles leçons nous tirons de ce combat, de ces combats d'Émile Zola ?

Peut-être, d'abord, une capacité à retrouver confiance dans la France, à percevoir, sous les cris de ceux que Zola lui-même appelait *la tourbe des malfaiteurs*, à percevoir sous ces cris ce qu'il y a d'indestructible dans la France, à retrouver confiance dans cette nation dont Zola voulait qu'elle soit une nation d'honneur, une nation d'humanité, de vérité et de justice aux yeux de l'Europe. Mais nous sommes plus ambitieux encore : aux yeux du monde. Parce que, dans le monde, il y a plus de personnes qui ont plus d'attentes envers la France, que de nombreux Français qui doutent.

Au mois de février de cette année, je me suis exprimée devant le comité de lutte antiterroriste des Nations Unies. Et lorsque j'ai expliqué qu'il n'y aurait pas de *Patriot Act* à la française, que nous chercherions – que nous n'avions pas encore trouvé – mais que nous chercherions la bonne mesure entre la garantie de la sécurité que nous devons à nos concitoyens et la préservation de ces libertés individuelles et de ces libertés publiques, si chèrement acquises, lorsque j'ai expliqué que nous ferions, nous prendrions des dispositions législatives et que nous le ferions dans le cadre de l'état de droit, et que cet état de droit, nous veillerions à ne pas le fragiliser, mais au contraire, à le consolider, parce que nos libertés individuelles et nos libertés publiques – qui sont le fruit de tant de combats et de tant de sacrifices – ne sont pas à jeter en cadeau et en pâture à ceux qui veulent notre destruction. De nombreuses délégations étrangères, non seulement ont bruyamment approuvé, mais elles sont venues, très nombreuses, à la fin de la conférence, m'exprimer leur soulagement, me disant : « Nous étions inquiets. Nous nous disions, *Mais si la France, aussi, se met à brimer les libertés...* » Et la phrase restait inachevée comme si le désarroi créé par la perspective même de cette idée que la France puisse brimer les libertés, comme

si ce désarroi-là provoquait un malheur indicible, incapable à traduire par les mots.

Le terrorisme a mis à rude épreuve notre capacité à garantir la sécurité, à le faire, en prenant nous-mêmes toutes les précautions nécessaires, et en même temps, à préserver ces libertés auxquelles nous sommes tant attachés. Et aujourd'hui, l'arrivée de milliers de réfugiés met à rude épreuve notre sens de l'hospitalité et de l'asile, face à ces enfants, ces femmes, ces hommes, ces vieillards même qui refusent de se résigner, et en cela, nous ressemblent tellement, disent tellement ce qu'il y a de commun entre eux et nous. L'arrivée de ces milliers de réfugiés interroge notre sens de l'hospitalité et de l'asile, interroge aussi notre solidarité envers les déshérités, envers les persécutés, interroge notre conscience d'être frères des hommes. Georges Clemenceau disait que la plus grande maladie de l'âme, c'est le froid. Cela ne signifie pas que ce ne soit pas difficile. Cela veut dire simplement que nous devons privilégier nos valeurs, nos principes, notre histoire, nos combats, et rassembler nos énergies pour apporter les réponses qui conviennent à ces situations, face à nous, là, à nos portes, chez nous.

Et, il nous suffit peut-être simplement de renouer avec notre mémoire récente, pour nous souvenir qu'au siècle dernier – pas si lointain, celui-ci n'étant pas assez vieux – au siècle dernier nous avons accueilli des milliers de personnes qui, aujourd'hui, font partie de nous-mêmes, qu'au siècle dernier, nous avons reçu ces centaines de milliers de républicains espagnols, chassés de l'Espagne franquiste. C'était en 1936, 37, 38, 39 que nous avons reçu – faut-il dire *reçu* ? – celles et ceux qui, fuyant la zone occupée, se sont lancés dans des chemins d'errance pour rejoindre la zone libre de la France. Ils ont parfois été mal perçus et mal reçus dans leur propre pays. C'était en 1940.

Faut-il se souvenir qu'en 1962, quand l'Algérie devint indépendante, ils furent aussi des centaines de milliers à venir. On les appelait les *pieds-noirs*, les *harkis*. Ils sont aujourd'hui partie de nous-mêmes.

Faut-il se souvenir de ceux qu'on appelait les *boat-people* venant d'Asie du Sud-Est, de 1975 à 1984 ?

Faut-il se souvenir de ceux qui, en 1990, hier matin, après l'éclatement de la Yougoslavie, sont arrivés ici et en Europe. Ils étaient au moins aussi nombreux que ceux d'aujourd'hui, et nous, nous étions moins nombreux alors. Et pourtant la France n'a pas sombré, l'Europe pas davantage.

Si nous nous laissons gouverner par la peur, cela signifie simplement que nous avons rompu avec ce souffle historique de l'intelligence et du cœur qu'illustre Émile Zola. Nous devons, en hommage à Émile Zola, pour ses combats, pour son courage, nous devons retrouver ce que nous sommes nous-mêmes vraiment, nous devons recommencer à être fidèles à nous-mêmes.

C'est à ce prix, et à ce prix seulement, que nous saurons ce que signifie la *mondialité*, la seule réponse possible à la mondialisation violente, brutale, à l'augmentation des inégalités, au creusement des injustices, au triomphe des égoïsmes. La *mondialité*, telle qu'elle a été définie par Édouard Glissant, qui explique que nous devons aujourd'hui – maintenant qu'il n'y a plus aucun coin ni recoin du monde ignoré de nous –, nous devons retrouver cette nouvelle région du monde où nous allons entrer ensemble. Et nous allons entrer ensemble dans cette nouvelle région du monde sur la base de nos valeurs, de nos combats, de nos conquêtes, sur la base de notre attachement aux libertés, mais en sachant que ces libertés sont inaliénables, qu'elles sont indivisibles, et que, fidèlement à la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, elles s'adressent à l'homme, où qu'il soit.

C'est à ce prix que nous serons fidèles à nous-mêmes et fidèles à Émile Zola. C'est la condition pour que nous soyons capables de surmonter les temps funestes que nous traversons en ce moment.

Et c'est alors, seulement alors, que nous pourrons reprendre à notre compte ces mots d'Arthur Rimbaud : « Je sais que la victoire m'est acquise. Les grincements de dents, les sifflements de feu, les soupirs empestés se modèrent, les souvenirs immondes s'effacent ».

.....

### **Pèlerinage Littéraire de Médan – 4 octobre 2015**

#### **Discours de Monsieur Claude Bartolone, *Président de l'Assemblée nationale***

C'est un grand plaisir que de se retrouver aujourd'hui à Médan. C'est toujours un sentiment étrange, agréable mais solennel, que de se trouver dans des lieux habités ainsi par l'esprit, l'œuvre et le génie de grandes femmes ou de grands hommes. Je ne crois pas aux fantômes, en tout cas je n'y crois plus. Mais, à gauche, depuis le départ d'un certain Président à qui nous fûmes particulièrement liés, nous croyons aux forces de l'esprit.

Aujourd'hui, en ce dimanche d'automne, en un tel lieu, nous ne pouvons qu'écouter les voix des grands disparus qui incarnent les principes auxquels nous tenons tant.

Chaque premier dimanche d'octobre, on commémore Zola à Médan. Cette maison qu'il habita si longtemps renvoie encore sa silhouette d'intellectuel, son visage aux yeux emplis de bonté et d'un peu de tristesse. On pense à son épouse Alexandrine, à son double ménage qu'il entretenait avec Jeanne Rozerot et leurs



deux enfants Denise et Jacques. On pense aux funérailles du grand écrivain suivies des mineurs de Denain qui scandent « *Germinal, Germinal* ».

On pense évidemment aux *Soirées de Médan*, qui donnèrent ce livre si célèbre avec l'histoire inoubliable de *Boule de suif* de Maupassant, à tous ses personnages inoubliables qui sont sortis de l'esprit de ces quelques hommes qui, éblouis par *l'Education sentimentale* de leur maître Flaubert, voulurent rentrer dans la réalité comme on entre en sacerdoce. Qu'ils ont aimé la réalité, ces héros de la plume !

Plus elle était terrible, plus elle produisait des souffrances insondables, des enfants écrasés de travail, des mères accablées de misère, des pères effondrés de dettes, d'alcool et de fureur, plus ces quelques hommes, chevaliers de la littérature, voulaient la comprendre, la rendre, la jeter à la face des lecteurs.

De ces romans devenus immortels, le lecteur de Zola, de l'histoire naturelle de cette famille Rougon-Macquart, en sortait un peu sonné, mais profondément bouleversé. Zola prit la modernité industrielle comme elle s'est révélée, sans l'entourer de l'aura du Progrès, sans non plus la condamner, mais en éveillant ses semblables aux conséquences sociales d'une société quelquefois trop pressée. Sa lucidité était aidée d'un coup d'œil fameux, qui lui faisait voir avec une précision cristalline ce que personne d'autre ne voyait. La France, il en connaissait toutes les facettes, toutes les contradictions, les sous-sols miniers et les halles débordantes, les magasins luxueux comme les blanchisseries de villages. Presque frère de Cézanne, amateur de photographie, il mit notre civilisation en images, il fut l'enlumineur des mineurs. Avec *L'Assommoir*, il devint une star et put s'offrir cette demeure.

Le scandale fut immense, la droite le traita de pornographe, la gauche s'émut de ces travailleurs trop alcooliques, mais les travailleurs ne s'y trompèrent pas, et commencèrent à adorer leur nouveau porte-plume.

Dans Zola, toutes les existences méritent leur coup de pinceau, méritent que l'écrivain transforme leurs souffrances en tableaux pour l'avenir. Toutes les existences, presque toutes. J'en excepterais les personnalités politiques que, manifestement, Zola n'aimait pas trop. Les socialistes l'appréciaient mais, jusqu'à l'Affaire Dreyfus, je ne sens guère en lui de grande sympathie pour la politique. Les quelques hommes politiques qui traversent ses romans ne sont guère édifiants. Quant à Souvarine, l'immortel anarchiste de *Germinal*, il est un réfugié russe, nihiliste et anarchiste qui commet un attentat, qualifie la grève de « bêtise » et n'a pas de mot assez dur pour les organisateurs sociaux. Bref, jusqu'en 1898, Zola évite assez la politique.

Jusqu'à ce que l'Affaire Dreyfus tombe dans sa vie comme la foudre.

Ce qui ne finira jamais d'émouvoir profondément les cœurs dans ce moment historique de l'Affaire Dreyfus, c'est de voir comment la Justice n'est pas qu'un mot, un concept abstrait, mais un principe, une cause, un éclat de vérité qui peut entraîner un homme juste à tout endurer pour son triomphe. Car Zola endura tout. Rapidement mis au courant de l'innocence de Dreyfus fin 1897, inquiet de l'antisémitisme qui déferle sur la France, Zola est abasourdi par l'acquittement par le Conseil de guerre du vrai coupable, de l'auteur du fameux bordereau litigieux, le commandant Esterhazy. Le jour de l'acquittement du coupable, donc du désespoir de l'innocent, Zola reste seul debout. Il sait qu'il avait déjà préparé un résumé de l'affaire, qu'il publiera donc sous forme de lettre au Président de la République Félix Faure, dont Clemenceau trouva le titre, le célèbre *J'Accuse...* ! La suite, nous la connaissons. La condamnation du grand écrivain par la Cour d'Assises à un an de prison, ce qui le contraint à s'exiler en Angleterre. Et je n'oublie pas le vote de l'Assemblée nationale qui demeure une des pages étranges de l'Histoire de notre Assemblée.

L'après-midi du 13 janvier 1898, le député Albert de Mun interpelle le gouvernement à la Chambre des députés et exige réparation contre Emile Zola pour, je cite, « un outrage sanglant aux chefs des armées ». Le ministre de la Guerre promet des poursuites, le Président du Conseil Méline également, un vote a lieu, et 312 voix contre 122 demandent des poursuites judiciaires contre l'écrivain. La voix grave, calme et solennelle de Jean Jaurès ne parvient pas à convaincre l'hémicycle que si on met quelques minutes pour voter un texte, on peut mettre des siècles, après, et bien après sa propre vie, à le regretter. Jean Jaurès savait, lui, comme Léon Blum après lui en 1940, qu'au bout des doigts qui appuient sur le bouton du vote, ou qui froissent le bulletin, une légère chose démange, si légère que dans les passions quotidiennes on ne l'entend pas, mais qui devient si lourde à mesure que le temps passe et qui s'appelle Postérité.

On ne devait, ce jour-là, parler que du budget, mais les députés, eux aussi, ont été bousculés par le souffle de l'Histoire. Zola fut condamné, mais l'affaire était lancée, les preuves avancées, et rien ne pouvait arrêter la vérité. Il fallait un musée, en France, digne de l'importance considérable, du rayonnement mondial de l'Affaire Dreyfus. Ce sera désormais fait, dès 2017, avec l'ouverture du musée Dreyfus dans la maison Zola. Le projet est issu d'une coopération exemplaire entre les associations, les personnalités, l'Etat, les collectivités territoriales. Nous nous retrouverons très vite pour l'inauguration de ce lieu unique. Puisse ce futur centre d'histoire contemporaine arrimer la République française à ses valeurs les plus profondes. Elle en a tant besoin.

Les historiens disent souvent que l'Affaire Dreyfus a rendu la République irréversible, vainqueur, dans l'épreuve, des forces réactionnaires qui montrèrent

alors que les logiques de conservation aboutissent à la négation des droits de l'individu, donc du caractère sacré de la personne humaine. Le général de Boisdeffre, chef d'Etat-Major, le général Mercier, ministre de la Guerre en 1894, conduiront Dreyfus au bagne sans réfléchir, sans retenue, sans humanité. Puisse ce lieu d'Histoire apprendre à la jeunesse comment la France a pu être saisie de convulsions par des esprits fanatiques, notamment *La Libre Parole* d'Edouard Drumont, dont l'antisémitisme fait aujourd'hui frémir.

Puisse la maison Zola montrer qu'on ne conduit pas un pays vers la lumière en décrétant, dans une population, des bons et des méchants, des dignes d'estime et des indignes de pitié. Puisse le futur mémorial convaincre ses visiteurs que l'égalité des hommes n'est pas un but à quoi tendre dans un avenir flou, mais un principe vivant et indiscutable. Souvenez-vous de ce moment terrifiant de la Recherche du temps perdu, dans le Côté de Guermantes, où Proust saisit les contradictions de toute une classe sociale, la déchéance d'un esprit public. Souvenez-vous de ce prince de Guermantes, incarnation de la reproduction des élites, qui est convaincu de l'innocence de Dreyfus mais qui ne peut pas le dire, qui a la certitude d'être le seul catholique de son pays croyant à cette innocence. La défense de l'armée lui intime l'ordre secret, tacite, de se taire, et d'enfouir la vérité et la vie d'un être humain sous les tréfonds obscurs de la défense des institutions.

Le Zola de Médan, plus d'un siècle après Voltaire et l'affaire Calas, redonna à l'intellectuel ses lettres de noblesse.

Contre les déferlements de haine des racistes, des antisémites, l'intellectuel, avec sa recherche patiente de la connaissance, sa passion de la vérité et l'intransigeance de ses principes, montrait qu'il était plus fort que toutes les peurs, que tous les fusils, que toutes les puissances de l'argent et de la rente. Aujourd'hui, un doute existe sur l'engagement des intellectuels les plus médiatiques. Nombre d'entre eux délaissent la beauté des odyssées philosophiques de libération pour désespérer de leur nation, de leur peuple, dont ils fantasment les dépravations. Face à ces millénaristes déclinologues, les successeurs de Zola, de Sartre, de Deleuze ou de Foucault peinent à se faire entendre.

Eh bien réagissons. Les mines et les bagnes ont fermé mais les souffrances demeurent. La République gémit des inégalités, des consciences qui tremblent que reviennent les jours de haine. Faisons le serment ensemble, en ce dimanche d'automne, que ce J'accuse demeure le plus sacré des héritages, le plus intouchable des testaments, le seul patrimoine qui vaille, la plus brûlante des urgences. Enfants de Zola et de Dreyfus, levons-nous, levons nos fronts, la justice nous portera pour l'éternité.